



Rassemblement de Saint-Priest-Taurion Discours d'Emmanuel Macron

25 février 2017 - Festiv'Halle

Merci à vous, mes amis !

Merci à vous !

Je vois Bergerac, c'est bon !

Merci à vous et bonjour à toutes et tous.

Chers amis, Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs les sénateurs, Mesdames, Messieurs les députés, élus, Mesdames, Messieurs, mes amis, parce que vous êtes venus non seulement de tout le département, de toute la Haute-Vienne... Et qui sont venus de tous les départements voisins, je vois la Creuse, Périgueux concurrence Bergerac ! Je sais que la Corrèze est là ! L'Ariège! Nous sommes ici à Saint Priest Taurion et je veux remercier Monsieur le Maire de son accueil.

Mais en même temps que nous sommes là, dans plus de 50 endroits en France, nous sommes suivis en duplex, villes, villages de départements qui sont aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest et beaucoup de petites communes, cher président, qui vous sont chères, je le sais, et qui sont notre combat commun. Je voulais être ici, aujourd'hui, parmi vous, pour que nous puissions parler du quotidien, de nos vies, de la ruralité parce que depuis le début de cette campagne, on nous vole un peu notre temps.

Alors, je sais qu'il y en a qui sont essentiellement préoccupés par leurs affaires, quelles qu'elles soient, qui se battent pour s'expliquer, qui se battent parfois pour ne pas être soumis aux obligations qui sont les leurs et je n'arrive pas à m'habituer à ce climat politique. A ce qui fait que plus personne, au fond, ne s'adresse à nos concitoyens, plus personne ne parle vraiment au pays de son quotidien. Et le débat de l'élection qui arrive

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 19

ne peut pas être un débat qui consiste à savoir si on doit se soumettre aux juges, s'il faut des trêves pour se soumettre aux juges ou non, si la justice ou les médias sont partiaux ou impartiaux quand on a fait ce qu'on a fait. Aujourd'hui, je vous le dis, nous allons parler de la vie des Françaises et des Français, du quotidien et, aujourd'hui, de la ruralité.

Alors, notre pays vit depuis plusieurs décennies une bascule, les métropoles ont pris beaucoup de l'énergie, elles ont concentré les richesses, la production, les emplois aussi, souvent, en même temps que le chômage de masse s'est installé, depuis la fin des Trente Glorieuses. Et nous avons aujourd'hui devant nous des défis inédits, la transformation numérique qui conduit, elle aussi, à des transformations profondes qui changent nos manières de consommer, de produire, de penser, de nous organiser et qui sont à la fois des risques, mais aussi des chances. Il y a la transformation écologique et environnementale qui change nos manières de produire. Et là aussi, nos manières de consommer, notre propre conscience collective, et qui fait qu'on ne pourra plus, dans les années à venir, produire et nous organiser de la même façon qu'il y a encore cinq ou dix ans. Nous avons pris des engagements, c'est là aussi la condition pour produire, faire, dans notre pays, de manière durable. Nous sommes face à des risques inédits, notre pays a été touché durant les deux dernières années par les attentats, le terrorisme djihadiste, l'insécurité croissante, les risques migratoires, qui continueront à exister. Alors, quand on regarde les transformations que nous avons vécues et ces nouveaux risques, en même temps que ces nouvelles opportunités qui sont à l'oeuvre, nous avons le choix, aujourd'hui, entre deux décisions, deux stratégies pour le pays.

La première, c'est celle qui consiste à regarder en arrière, à dire "face à tous ces changements, il y a une solution, il faut refaire comme avant. Il faut renfermer la France sur elle-même parce que ce serait la vraie manière de la protéger. Il faut en appeler aux mânes et aux lares de ceux qui ne sont plus là et d'une nostalgie d'un passé qui n'a jamais été vécu". Il faut, pour les uns, refermer le pays, conduire au repli sur soi-même, renoncer à l'Europe, au monde, alors même que nous sommes plongés dedans et que nous en avons besoin. Et pour d'autres, il faudrait rétablir la France, y compris contre elle-même, parce que les Françaises et les Français ne le savent pas, mais ils ont besoin d'un projet de rétablissement. C'est ça, ce qui est proposé par d'autres.

Et puis, l'autre choix, l'autre grande décision que nous avons à prendre, c'est de savoir si nous voulons, au contraire, transformer en profondeur notre pays pour réussir dans le monde qui advient, considérer tous ces risques mais, en même temps, prendre notre chance, porter nos risques, décider d'aller au-delà des clivages auxquels nous étions habitués, au-delà des petites mesures auxquelles nous étions jusqu'alors habitués pour décider d'aller de l'avant, pour décider de transformer notre pays. Non pas pour nous soumettre à quelque ordre que ce soit, mais pour lui faire porter sa propre chance, pour le faire réussir dans ce monde qui change, en étant fidèles, en même temps, à nos valeurs.

Alors, oui, mes amis, le projet qui sera le nôtre, ce sera de lutter contre cette proposition de repli faite par certains. Ce sera un projet de conquête, une volonté d'aller de l'avant, de regarder le pays tel qu'il est, face à ses défis mais, en même temps, de décider qu'il n'y a aucune fatalité, que nous pouvons construire un modèle nouveau de croissance, lutter contre les inégalités et donc porter la justice sociale, croire en l'Europe, parce que ce sont nos valeurs, réconcilier nos territoires parce que ce sera

notre objectif. C'est cela, le projet de conquête qui sera le nôtre et c'est cela dont je veux vous parler aujourd'hui !

Parce que le risque, il est que tout se fracture et que tout se fissure. Face à l'accélération du monde, je comprends la peur qui existe chez certains, la peur de ne pas réussir comme les autres, de ne pas avoir leur chance, parfois même de ne pas y avoir leur place. C'est la peur que vivent les classes moyennes de notre pays, c'est la peur des classes populaires, c'est la peur des territoires ruraux qui se disent que ce monde, tel qu'il advient, ne serait pas fait pour eux, que la réussite serait réservée à quelques-uns. Qu'en quelque sorte, le XXI^e siècle ne serait pas le leur. Je suis profondément convaincu du contraire et je veux vous en convaincre cet après-midi, ici et partout en France. Nous gagnerons la bataille du siècle qui advient si nous arrivons ensemble à réconcilier la liberté et l'égalité, la capacité à conquérir et, en même temps, à donner sa place à chacun, la capacité, en même temps, à réconcilier les territoires. Il n'y aura pas de réussite française si c'est une réussite des quelques métropoles, ce n'est pas vrai ! Parce qu'alors, elles concentreront l'énergie, elles concentreront les difficultés, l'engorgement, ce qu'on commence parfois déjà à voir. Et elles laisseront à côté des déserts, de la pauvreté, du doute. Et deux pays qui se fracturent !

Qu'est-ce qui s'est passé, durant ces derniers mois, dans notre monde, avec le Brexit, comme avec le vote américain ? La révolte des classes moyennes et des classes populaires, des Anglais comme des Américains, qui à un moment, ont considéré que ce monde en transformation n'était plus fait pour eux, qu'ils n'y avaient plus leur place et la rébellion des territoires perdus. De femmes et d'hommes qui ont dit "dans ce monde que vous nous proposez, il n'y a plus de place pour nous, c'est un monde d'inégalités croissantes et donc nous disons non". Et ils ont, ce faisant, décidé de changer le cours de leur démocratie, décidé de la sortie de la Grande-Bretagne du rêve européen et de notre projet commun, décider de la sortie d'une voie qui était jusqu'alors la sienne, des Etats-Unis d'Amérique.

Et donc, nous n'aurons pas de réussite véritable dans notre pays si nous n'arrivons pas à réconcilier les Françaises et les Français autour de ce même projet de conquête et de croissance ! Si nous n'arrivons pas à réconcilier les territoires, nos territoires, pour que chacune et chacun ait sa place dans ce projet. Et donc, le projet de conquête qui sera le nôtre, ce que je veux aujourd'hui partager avec vous, ce dont je veux vous convaincre, c'est celui de la transformation de notre ruralité, de notre capacité collective à gagner, pour chacune et chacun, et à y trouver sa place.

La ruralité de demain, quelle sera-t-elle ? Non pas une ruralité qui suppose la commisération, qui demande l'aumône, ce n'est pas vrai. Nos campagnes, vous les connaissez mieux que moi, nos petites communes, elles ne demandent pas de l'aide, elles demandent à pouvoir faire, vivre normalement, entreprendre, oser, inventer, prendre, elles aussi, tous les risques. Mais de le faire à égalité des chances, de pouvoir participer à ce projet de conquête qui sera l'esprit de notre démarche et ce que je veux pour le pays. Ce que nous allons porter, c'est un nouveau visage, une nouvelle ambition pour la ruralité française, sa part de conquête à elle !

La ruralité de demain, quelle sera-t-elle ? Ce sera des paysans, parce que j'aime ce mot, on a utilisé beaucoup de périphrases pour ne plus oser nommer ce que sont les paysans qui font notre pays, qui le transforment et qui font nos paysages, qui font l'un des métiers les plus nobles qui soient, de nourrir et d'entretenir ce au milieu de quoi nous nous trouvons aujourd'hui - nos paysans produiront, mais produiront de manière

Seul le prononcé fait foi.

différente, en respectant davantage l'environnement, les circuits courts. D'autres continueront à exporter, parce qu'il faut que tous les modèles y aient leur place. Mais ils pourront vivre du juste prix payé. Ce sera un modèle où les centres villes auront été reconsidérés, comme les centres bourgs, et où commerçants et artisans pourront travailler, là aussi, en gagnant dignement leur vie et en bénéficiant de ce que tout le numérique apporte, qui permet d'innover davantage, qui permet là aussi de produire différemment. Ce seront des lieux où l'innovation se fera parce que le foncier pourra y être moins cher, parce que les opportunités seront, là aussi, différentes. Et où, chacune et chacun, grâce au télétravail, grâce au numérique, pourra travailler dans d'autres conditions, élever sa famille, vivre dans une autre forme de bien-être que celle qu'ils connaissent dans les métropoles.

La ruralité, ce sera une chance parce que le mouvement dans lequel nous vivons depuis des décennies ne peut pas continuer. Cela n'est pas faisable. Et donc, la réconciliation de nos territoires passera par la capacité des territoires ruraux à reconquérir chaque place perdue, mais la reconquérir pas pour inventer la ruralité d'hier, pour construire cet espace que nous allons faire ensemble. Et pour ce faire, j'aurai trois priorités. Trois volontés d'aller de l'avant. D'abord, investir, ensuite, libérer et enfin, protéger. Si nous arrivons à gagner ces trois batailles qui seront le fil rouge, pour la ruralité, de ce que je veux faire et le fil rouge aussi de notre projet pour le pays tout entier, alors, dans cinq ans, dans dix ans, nous aurons réussi ce travail, cette réconciliation des territoires et de tous nos concitoyens.

D'abord, investir. C'est indispensable parce que nous entrons dans un nouveau modèle de croissance. Nous entrons, comme je le disais, dans un monde où les opportunités sont différentes, où les comportements, l'organisation du modèle productif ne seront plus les mêmes. Alors, pour réussir cette bataille, oui, nous devons investir dans notre pays. Alors, je sais les contraintes de finances publiques, je vous rassure, et j'ai présenté hier ce projet, notre projet en matière, justement, de stratégie économique et budgétaire. Et quel sera-t-il ?

D'abord, de faire des économies, mais de les faire de manière raisonnable, organisée, concertée, avec, là aussi, une méthode nouvelle. Ce que nous porterons, c'est un projet de soixante milliards d'économies sur le quinquennat, qui se feront sur l'État, sur la sphère sociale et sur les collectivités territoriales, mais avec une méthode profondément nouvelle qui respectera, là aussi, l'équilibre des territoires. C'est pour cela que j'ai annoncé que je ne diminuerai pas, durant ce quinquennat, les dotations des collectivités territoriales.

Mais, dès le début, je construirai un pacte, un pacte avec l'ensemble des collectivités, sur cinq ans, qui consiste à ce que chacune et chacun prennent ses responsabilités et qui conduira à faire ces dix milliards d'économies sur les collectivités en donnant les outils, les moyens pour le faire, à chacun. En permettant, aux communes qui le souhaitent, de sortir de la réforme des rythmes scolaires lorsqu'elle n'est pas adaptée et trop coûteuse, qui permettra aux collectivités de gérer comme elles l'entendent la fonction publique territoriale. Aujourd'hui, celle-ci est trop contrainte, elle dépend des autres fonctions publiques, elle est dépendante des augmentations qu'on décide parfois de faire, qui à l'hôpital ou qui dans l'État. Les augmentations doivent être différenciées, on doit redonner les moyens aux communes, aux départements comme aux régions, de pouvoir en décider.

Je permettrai aussi des réformes de structure, comme on dit, c'est-à-dire des organisations un peu différentes. On a eu, durant les dix dernières années, un débat extraordinaire sur les départements. Il fallait d'abord les supprimer partout, ensuite, les garder partout. Ce que je proposerai, c'est que partout où il y a des métropoles, on supprime le département, parce qu'on n'en a pas besoin. Et qu'en même temps, dans la ruralité, on conforte l'espace qu'est le département qui est le bon pour structurer le territoire.

Je recentraliserai les dépenses liées au RSA, il n'est pas normal qu'aujourd'hui, ces dépenses soient portées par les départements. Et enfin, je donnerai plus de liberté sur le terrain, pour adapter les normes aux conditions géographiques, à la réalité du territoire. On doit redonner de la responsabilité au terrain, lui redonner, là aussi, de la capacité à faire. Tout cela, c'est ce qui nous permettra de construire dans la durée, de manière réaliste, pragmatique et sans toucher aux dotations, les économies que je viens de présenter.

Mais en même temps, nous nous devons d'investir, parce que si nous n'investissons pas aujourd'hui, nous ne pourrions pas construire ce modèle de croissance que j'évoquais. Et c'est pour cela que je me bats contre les projets d'économies partout qui sont faits par certains. Le projet, par exemple, de François FILLON qui suppose de faire cent milliards d'économie. Cent milliards d'économies sans investir un centime. C'est impossible et ce ne sera pas fait. Je vous rassure, le même disait naguère que la France était en faillite pour la rendre, quelques années plus tard, avec six cent milliards de dettes en plus. Ne sifflez pas... Je dis juste que chacun doit avoir sa part de crédibilité dans la durée.

Mais ne pas investir, c'est décider que nos territoires, que notre pays ne prendra pas le tournant de la modernisation, qu'il ne pourra pas s'équiper pour ce monde qui vient. Et c'est pour cela qu'en même temps, j'ai annoncé un plan d'investissement, sur 5 ans, de cinquante milliards d'euros, qui permettra, tout en respectant nos engagements européens, parce que nous en avons fondamentalement besoin, qui permettra d'investir sur nos priorités. C'est pour cela que ce plan permettra de porter, d'abord, un plan d'investissement agricole de cinq milliards d'euros qui permettra la modernisation des exploitations qui le souhaitent, la montée en gamme de celles-ci, leur plus grande spécialisation et qui permettra à nos paysans de produire mieux et de se moderniser.

Ce plan d'investissement agricole, c'est celui qui permettra d'accompagner la transformation de notre agriculture. Mais pourquoi doit-on le faire ? Parce qu'aujourd'hui, vous avez un tiers de nos paysans qui vivent avec moins de 400 euros par mois. Vous avez tant et tant de paysans, et nous les connaissons, qui ont subi les aléas climatiques des dernières années qui ont tant fait souffrir les céréaliers comme une partie de l'élevage, les épizooties qui, un peu plus loin dans le Sud, font aujourd'hui souffrir les éleveurs. Les producteurs de lait qui ont été bousculés par l'évolution du marché mondial, toutes et tous ont besoin de se moderniser, de transformer leurs exploitations, mais ils ne le peuvent pas, sauf à ce que nous les accompagnions, sauf à ce que nous portions, par ce plan d'investissement, la capacité, la nécessité de se moderniser, c'est ce que nous ferons.

Investir, c'est aussi investir dans l'accès. La ruralité, quelle est la principale injustice dont elle souffre ? C'est l'accès. Accéder aux territoires, aux richesses, aux opportunités. Et pour cela, nous devons investir. Lorsqu'on vit sur un territoire qui est plein d'opportunités mais qui n'est pas relié à la métropole ou à la zone d'activité

Seul le prononcé fait foi.

économique la plus proche, où on ne peut pas capter le téléphone, où la fibre ne vient pas, quelles sont les opportunités ? Vit-on avec les mêmes chances qu'ailleurs ? A coup sûr, non. C'est ça, l'injustice fondamentale de la ruralité.

Cela suppose ce plan d'investissement. Vingt milliards de ce plan seront consacrés à l'équipement numérique, écologique et d'infrastructure du territoire. Nous allons diminuer la dépense courante, celle qui pèse sur l'État, les collectivités, qui nous rend moins efficaces, pour, à côté, dégager des marges de manœuvre, afin d'investir, ce dont notre pays a besoin, c'est-à-dire construire les structures du progrès. Oui, je veux que l'État prenne toutes ses responsabilités et reprenne la main sur une vraie stratégie d'infrastructure.

Cela ne veut pas dire que je vais vous promettre un plan à trois cent milliards d'euros, cela a déjà été fait, c'était en 2010, on n'en a pas vu un centime. Je ne vais pas non plus vous proposer un rapport mobilité 21, il a été fait, on ne l'a pas tellement appliqué. Ce que je veux que nous fassions, c'est, dès le début du quinquennat, en associant les territoires, l'ensemble des professionnels, construire, sur la base des travaux qui ont été faits, le plan d'infrastructure du quinquennat, qui consistera à faire que chaque point, chaque endroit du territoire doit être relié avec la métropole ou la zone économique pertinente pour lui, avec les moyens les plus contemporains. C'est parfois la route, l'autoroute, d'autres fois le train, peut-être parfois l'avion. On ne va pas construire des autoroutes partout, ni construire des TGV sur tout le territoire, ce sont des promesses folles et impossibles à tenir. Mais nous aurons ce plan pragmatique, efficace, d'infrastructure, de proximité, de mobilité des territoires, c'est cela dont la ruralité a besoin, d'une vraie stratégie de mobilité. Nous la construirons par ce travail de concertation pour, avant la fin de l'année 2017, voter une trajectoire, une stratégie sur l'ensemble du quinquennat, avec des moyens dédiés, avec un calendrier, qui permettra d'équiper en infrastructures l'ensemble de notre ruralité. C'est indispensable et c'est l'engagement que je prends.

Mais l'accès des territoires, c'est aussi le numérique, le haut débit. Je me suis beaucoup battu, comme ministre - Président, vous vous en souvenez -, on a essayé, il y a eu des lois pour contraindre les opérateurs, pour améliorer les choses, pour couvrir les centres bourgs - ils le sont quasiment tous aujourd'hui. Mais ce n'est pas à vous que je vais expliquer ce qui se passe. On dit qu'on a couvert le centre bourg, mais à 500 mètres, on ne capte pas. Vous pouvez aller l'expliquer aux gens, j'ai essayé au début, je dois vous dire... On arrive, sûr de son fait, on dit "le territoire est couvert, les opérateurs s'y sont engagés, regardez la mesure". Mais, simplement, à 500 mètres, plus personne ne capte. Le centre-bourg, parfois la mairie ou le centre commercial de la ville est couvert, mais pas les habitants, ce qui est un problème. On a déployé des antennes-relais, j'ai moi-même porté une loi pour qu'il y ait 1400 zones prioritaires dans le territoire, pour déployer ces antennes-relais. Et à côté de ça, il y a la fibre. Moi-même j'ai fait tous les six mois des réunions pour voir le déploiement de la fibre. Alors la fibre, ça marche très, très bien, contrairement à ce que vous dites. Mais ça marche très, très bien dans les zones très rentables. Et là, vous n'avez pas de chance, ce ne sont pas les zones rurales.

Donc là aussi, on a créé un secteur qui marche bien, ça se passe tout seul, les opérateurs arrivent à gagner de l'argent, ils déploient. On a créé les zones intermédiaires où il faut mettre un peu d'argent public à côté - ça va assez bien. Et en zone rurale, on a créé ces fameux RIP, dont je suis sûr que tout le monde a entendu parler parce que tous les élus de terrain, à un moment donné, finissent par brandir le

Seul le prononcé fait foi.

RIP comme une défense, une protection, presque, contre les demandes des citoyens. On a le RIP qui arrive, on a mis un temps fou, les retards sont encore pris et ça n'intéresse pas assez les opérateurs. Là aussi, on va faire les choses simplement et ça fait partie du plan d'investissement que je porte: si on veut investir dans l'accessibilité du territoire, l'État reprendra la main dans les zones non rentables et il le fera lui-même pour détenir le réseau. Parce que vous ne pouvez pas être les otages de choix, d'intérêts, de décisions financières et donc, c'est à l'État de prendre ses responsabilités, comme il les a prises quand on a déployé le premier réseau de cuivre, quand on a déployé les infrastructures qui existent par ailleurs. Oui, on doit investir dans nos territoires pour recréer cette égalité des chances, cette accessibilité. Ces choix d'investissement, je les porte, ils sont accompagnés d'économies raisonnables et c'est le projet que je veux avoir pour la ruralité.

Le deuxième chantier que nous ouvrirons ensemble, c'est de libérer. Libérer. Je le porte depuis le début, vous le savez bien, notre pays a besoin de retrouver le sel de la liberté. J'entends déjà les commentaires, il y a des gens qui vont dire "investir, c'est plutôt de gauche et libérer, c'est plutôt de droite". Ils essaient toujours de se repérer. Moi, je ne sais pas, libérer, c'est à la fois efficace et juste. Je pense que beaucoup de gens de gauche peuvent se retrouver derrière cette valeur mais je pense qu'il y a beaucoup de gens de droite qui peuvent aussi s'y retrouver. C'est pragmatique, c'est progressiste et c'est ce que nous ferons.

Libérer, c'est d'abord libérer l'activité dans nos territoires, libérer la possibilité de faire, libérer, pour les artisans et les commerçants, c'est donner la possibilité d'entreprendre, de ne pas être aujourd'hui écrasé par les difficultés, la complexité, les charges. C'est pour cela que nous supprimerons le RSI. Parce qu'aujourd'hui...

(Je vois qu'il y a beaucoup de victimes...)

Je ne pourrai pas vous faire tous témoigner, je vais être honnête. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on simplifiera la gestion, que les indépendants comme les professions libérales, tous celles et ceux qui travaillent, ont le droit d'avoir la même simplicité que les salariés et l'ensemble de celles et ceux qui sont protégés mais qu'en même temps, ils garderont la possibilité de choisir leur régime qui est plus allégé en charges ou le régime général, je vous rassure.

Parce que je veux libérer l'initiative, le travail, pour les indépendants, les artisans, les commerçants, les exploitants agricoles, les salariés, comme les entrepreneurs, je veux aussi qu'on baisse le coût du travail. Parce que c'est une mesure qui rend plus efficace, qui permet d'embaucher davantage et qui redonnera de la vitalité à nos territoires. Donc, très concrètement, nous allons transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi, que certains ne touchent pas, d'ailleurs, parce qu'ils ne paient pas forcément l'impôt sur les sociétés, en raison de leurs structures juridiques. Je vais le transformer en allègement de charges de six points, jusqu'à 2,5 SMIC, pour tout le monde, les entrepreneurs, les artisans, les indépendants, les agriculteurs, six points de charges en moins. C'est plus lisible, c'est plus efficace et ce sera durable. Au niveau du SMIC, ce seront dix points de charges en moins, c'est-à-dire qu'on supprimera l'ensemble des charges générales qui sont payées au niveau du SMIC, parce que c'est bon pour l'emploi, parce que c'est ce qui permettra d'embaucher des jeunes ou moins jeunes peu qualifiés dans notre pays.

Parce que je veux libérer le travail et par le travail, je veux aussi mieux payer celles et ceux qui, au quotidien, quel que soit leur statut, quel que soit leur secteur d'activité, sont au travail. Je veux que le travail paie mieux dans notre pays. Et donc, pour ce faire, nous supprimerons un peu plus de trois points de cotisations sociales salariales, pour transférer le financement de la santé et du chômage vers la CSG, mais tous les travailleurs y gagneront en pouvoir d'achat.

Et à côté de cette réforme, je transformerai la prime d'activité pour faire que toutes celles et ceux qui reviennent vers l'emploi et qui parfois gagnent le SMIC ou un peu plus, ne soient plus en situation de vous dire, comme vous l'entendez, trop souvent, "moi, je ne veux pas reprendre ce travail ou ce métier, je n'accepte pas cette offre d'emploi, je vais perdre de l'argent. Cela ne m'intéresse pas ou je ne vais pas en gagner assez". Ça, c'est insupportable, ça crée de l'inefficacité. Pour ce faire, nous allons réformer en profondeur cette prime d'activité pour que toutes celles et ceux qui travaillent au SMIC gagnent substantiellement mieux, puissent revenir au travail. Et c'est pour cela que l'ensemble de ces réformes permettra pour une femme ou un homme de notre pays, qui aujourd'hui travaille au SMIC, de gagner 100 euros de plus par mois, c'est-à-dire un treizième mois au SMIC. Et non pas aux frais de l'employeur, je ne propose pas d'augmenter le SMIC, parce que là, entendons-nous bien, c'est l'employeur qui le paie, donc c'est de la compétitivité en moins, donc ce sera du chômage en plus, ça, c'est un mensonge. Mais simplement en finançant différemment nos grands risques sociaux, en changeant notre modèle et en faisant que le travail paie mieux.

Parce que je veux libérer par le travail, dans le projet qui sera le nôtre, nous allons complètement révolutionner l'assurance chômage et la formation continue. C'est fondamental. Le chômage, ce n'est plus une assurance que vous devez payer pour vous-même. D'abord, parce que ce n'est plus un risque sur lequel vous pouvez vous garantir, c'est un risque qui peut vous tomber dessus, en fonction des changements technologiques, de ce qui se passe dans le monde et qui ne dépend pas de vous. Ensuite, c'est une profonde injustice. Les artisans touchent-ils le chômage? Non. Les commerçants? Non. Les paysans, les entrepreneurs? Les salariés le touchent parce qu'ils ont cotisé. Les salariés, quand ils ont cotisé, normalement, ils le touchent - si on respecte la loi.

(public, hors micro)

Alors là, c'est un contentieux plus particulier, on pourrait le regarder ensemble, mais normalement, quand la cotisation a été payée et qu'il y a l'assurance, on est protégé.

(public, hors micro)

Alors ça, c'est différent, c'est un autre sujet, le même que celui que je pointe. En effet, les accueillants familiaux, beaucoup d'autres professions qui aujourd'hui n'ont pas les cotisations chômage ne le touchent pas, mais comme toutes celles que je viens d'évoquer parce qu'ils ne sont pas salariés, comme les auto-entrepreneurs dont on parle beaucoup.

(On a les bulletins de salaire, on fait les formations...)

Mais on ne touche pas ! Et donc ce que je propose, cette révolution, elle est très différente, ça consiste à dire : ce ne sera plus l'assurance et donc le salarié ne paiera

Seul le prononcé fait foi.

plus. C'est pour ça que je supprime les cotisations salariales. C'est l'impôt qui permettra de le payer. Ce sera une assurance universelle comme la maladie - on ne vous la refuse pas selon votre statut. Et cette assurance universelle, ce sera un droit et un devoir. Quiconque, malheureusement, est victime du chômage le touchera et sera protégé. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et est une profonde injustice, nous y mettrons fin.

Mais en même temps, celui qui touche le chômage, quand il arrive, on fera un bilan de compétences, on regardera si, en fonction de ses compétences, il y a des offres d'emploi. S'il y a une offre d'emploi qui correspond à ses qualités, qui n'est pas trop éloignée de son salaire, il devra l'accepter, il a droit à un refus. Mais au deuxième, il perd ses droits. Parce que je ne veux plus que nous nous retrouvions dans une situation où on croise des gens qui peuvent vous dire "j'ai encore le droit au chômage pendant x mois" et, du coup, ne cherchent pas forcément activement, cela existe. Ce n'est pas la généralité mais ça existe. Et je ne veux plus entendre des employeurs qui me disent "moi, j'ai fait une offre, il y en a encore un qui est venu, il m'a dit qu'il n'en avait pas besoin tout de suite, il fallait juste que je lui signe un papier". Parce que comme c'était une assurance, on ne contrôlait pas vraiment, c'était un droit, on avait droit à sa durée. Donc ça, ça changera. Droits et devoirs, avec un contrôle que j'assume parfaitement, parce que comme c'est un droit et un devoir, on contrôle chacun quant au respect de ses devoirs, c'est la République.

Mais en même temps, je veux qu'on transforme notre système de formation continue, parce qu'aujourd'hui, celui qui perd son emploi, qui n'a pas les qualifications qui correspondent aux besoins, aux offres d'emploi, il est fichu. On l'a vécu dans nos régions, quand le textile s'est effondré, on a connu ça, quand la sidérurgie, dans d'autres régions, s'est effondrée ou les mines se sont fermées. On a eu un système, on a protégé les gens, on leur a donné le chômage, mais on ne les a pas formés à apprendre un autre métier. Et donc, s'il n'y a pas une offre d'emploi qui correspond aux compétences, alors nous formerons pendant six mois, un an, deux ans. Nous proposerons une offre de formation pour tous les chômeurs. Nous la paierons. Mais à l'issue de cette formation, celui ou celle qui était chômeur et qui a ainsi été formé à des nouveaux métiers de la silver economy - parce que nous allons la développer. Dans nos territoires, et en particulier la ruralité, nous avons une population qui vieillit, c'est une chance, ce sont d'autres métiers de service, c'est de l'innovation, c'est des métiers de domotique, des métiers du soin, du quotidien que nous allons revaloriser. Il faut former les gens pour aller vers ces métiers. Et il faut parfois les former à 40 ou à 50 ans. Parce qu'ils vont devoir changer de vie. Et donc, nous ne sommes plus dans un système où, à 20 ans, on a appris pour toute sa vie. C'est terminé, parce que le monde est en pleine bouscule, parce que tout cela est en train de changer avec une rapidité inédite.

Et à ce système de chômage nouveau, j'accrocherai une vraie sécurité professionnelle, un service public qui permet la qualification et la mobilité professionnelles tout au long de la vie, mais avec les mêmes exigences. Une fois qu'on est formé, qu'on a une offre d'emploi qui correspond à cette nouvelle formation, on ne peut pas la refuser. Et c'est ça, la réponse au chômage. Ce n'est pas d'aller promettre un revenu universel, les gens veulent travailler, ils se construisent par le travail. Ce n'est pas non plus d'aller expliquer qu'il faut réduire la durée d'indemnisation du chômage, c'est aussi faux. Parce que si on réduit la durée d'indemnisation, on ne règle pas le cœur du problème, le devoir, pour certains, ou la formation que les autres n'ont pas. C'est le monde d'avant

que celui-là, dont certains nous parlent. C'est cette réforme en profondeur qui nous permettra de gagner la bataille contre le chômage.

Libérer, c'est aussi permettre de gagner sa vie avec le juste prix, d'avoir le prix payé. Et c'est cela, ce que je veux, pour nos agriculteurs, vivre du juste prix payé. Nos paysans ne demandent pas de toucher des subventions, des dotations ou que sais-je, cela n'a pas de sens, ce n'est pas vrai. Ils demandent lorsqu'ils se lèvent, tous les jours, à 4h du matin, quand ça n'est pas avant, qu'ils ne connaissent pas ce qu'est un jour férié, de pouvoir gagner dignement leur vie, c'est très différent. Pour cela, il y a le plan d'investissement dont je vous ai parlé il y a un instant, mais il y a toute la nouvelle politique que nous allons mettre en place.

D'abord, je veux que ce soient les organisations de producteurs qui négocient avec les distributeurs et les transformateurs. Et s'il en est besoin, nous reverrons la loi de modernisation de l'économie pour que des vrais contrats de filière qui donnent la visibilité sur le prix et les marges soient faits, pour que les paysans puissent vivre de leur travail.

Ensuite, je veux que nous rémunérions les services environnementaux. Nos paysans font des services environnementaux, ils produisent de nouveaux types d'énergie, le méthane, entre autres, et beaucoup d'autres, ils transforment la façon de produire et ils rendent des services environnementaux et d'aménagement. Ils ne sont pas rémunérés. Je prévois donc une enveloppe de deux cent millions d'euros pour rémunérer les services environnementaux des paysans. Et cela, nous le prendrons sur les enveloppes actuelles qui sont mal utilisées. Et ce sera un des éléments de la prochaine négociation de la PAC, parce que oui, je compte, dans les renégociations à venir, défendre, avec d'autres pays - et je construirai, dès le début, cette alliance -, défendre des mécanismes de garantie, de protection des paysans. Lorsque les cours mondiaux, d'un seul coup, déraillent, lorsque les prix s'effondrent, lorsque la volatilité est telle - comme on l'a connue, sur le lait - qu'on ne peut plus vivre parce que le prix, d'un seul coup, n'est plus là. Donc oui, nous défendrons, en Europe, ces mécanismes de garantie.

Ensuite, on doit aussi aider les jeunes à reprendre les exploitations. Dans les années qui viennent, c'est une profonde transformation du monde agricole qui s'annonce, il y aura beaucoup de départs à la retraite, vous le savez. Je reviendrai, la semaine prochaine, sur beaucoup de ces points. Aujourd'hui, un jeune ne peut pas reprendre une exploitation ou acheter des terres et les développer, c'est beaucoup trop cher. Nous allons mettre en place un système lié à la Banque publique d'investissement, pour garantir ces reprises et permettre le paiement à terme du capital par le jeune qui reprend. Nos voisins font cela, les Allemands, les Pays-Bas. Qu'est-ce qui est insupportable pour un jeune qui rachète une exploitation? C'est qu'il doit payer, dès la première année, les intérêts et une part du remboursement. Infaisable. Donc qu'est-ce qui se passe? Dans bien des cas, c'est celui qui cède - bien souvent, les parents - qui, en quelque sorte, fait la trésorerie. Nous avons les moyens de le faire, on le fait pour d'autres secteurs, et ce secteur est vital pour notre économie, pour notre alimentation. Donc oui, ce que je veux porter, c'est ce projet de garantie pour la reprise d'activité, pour le développement des nouvelles exploitations, qui sera dédié aux jeunes paysans.

Donc, vous le voyez, libérer, c'est donner la possibilité de faire, d'entreprendre et je veux aussi, pour cela, libérer les territoires, leur donner les moyens de faire. C'est tout l'esprit de ce pacte de confiance que je veux avec les collectivités, que j'évoquais tout à l'heure. Mais je veux qu'on aille plus loin, je veux libérer l'énergie sur les territoires, que

Seul le prononcé fait foi.

ce soient celles qui existent dans les services de l'État, comme dans les collectivités. La norme, elle doit respecter la règle de la République, mais on doit pouvoir, sur le terrain, intelligemment l'adapter, regarder comment elle s'applique, considérer avec bon sens la réalité. Nous réviserons les normes, aujourd'hui, qui pèsent sur les collectivités, de manière concertée, pour leur redonner des marges de manoeuvre, une liberté de faire, des façons de simplifier, au concret, sur le terrain.

De la même façon, je donnerai plus de responsabilités à nos fonctionnaires de terrain, je donnerai plus d'autonomie à nos universités, à nos hôpitaux, à nos écoles pour décider des projets qu'ils veulent porter, pour être en responsabilité et ne pas attendre tous les ordres de Paris, cela n'a plus de sens, ce n'est plus le monde dans lequel nous vivons, c'est frustrant pour eux, déresponsabilisant, terriblement. Cela crée du travail inutile dans la capitale et c'est déconsidérant pour beaucoup d'élus qui, du coup, se voient confrontés à un attentisme, un silence. Ils doivent attendre six mois ou huit mois que Paris ré-instruise le dossier. Et, bien souvent, la ré-instruction consiste à reprendre ce qui a été fait sur le terrain. Donc je déconcentrerai les responsabilités, les pouvoirs, la capacité de faire, pour donner, là aussi, plus de liberté aux fonctionnaires de terrain, à ceux qui font plutôt qu'à ceux qui écrivent des circulaires, à ceux qui sont au contact des concitoyens, des territoires et des entreprises plutôt qu'à ceux qui contrôlent et qui refont. Donc nous allégerons les administrations centrales, nous donnerons plus de pouvoir, de liberté, aux administrations de terrain.

Libérer les territoires, c'est aussi donner d'autres marges de manoeuvre aux élus de terrain. C'est-à-dire leur donner la possibilité d'agir et d'avoir des compétences additionnelles. Je rassure, je ne suis pas en train de dire qu'on va continuer le transfert des compétences non compensées. La carte d'identité, les maires qui sont dans la salle en savent les conséquences et le coût. Mais la capacité, là aussi, à adapter la règle, la norme. Par contre, je pense qu'on doit aller au bout du mouvement de décentralisation sur les régions en particulier. Là aussi, ce sera un élément de simplification, là aussi, notre pays doit devenir un peu plus girondin qu'il ne l'est depuis tant d'années.

Enfin, nous allons protéger. Parce qu'on ne peut pas vraiment libérer, permettre de réussir, d'aller de l'avant, si dans ce monde plein d'incertitudes, on n'apporte pas aussi les justes protections, les sécurités individuelles, ce qui permet d'accompagner les individus dans ce monde changeant. Pour moi, protéger c'est reconstruire l'égalité des chances. Je ne promets pas que tout le monde sera dans la même situation. C'est une promesse intenable et représentez-vous une seconde la chose, c'est presque terrifiant. Par contre, ce qui est insupportable, c'est qu'avec la même motivation, la même envie de faire, le même talent, parce qu'on est dans un territoire ou dans une famille donnée, on ne peut pas réussir de la même façon. Protéger, c'est aider, bien évidemment, les plus faibles, les plus fragiles, mais reconstruire, aussi, une égalité des chances au concret.

Pour protéger, nous aurons une politique éducative, volontariste. L'école, elle sera au cœur du projet. Parce que si on ne forme pas, on ne met pas en situation de réussir. Aujourd'hui, 20% de nos jeunes en CM2, ne savent pas proprement lire, écrire ou compter. La difficulté, elle se concentre dans les zones les plus pauvres, celles où on a accumulé les difficultés. Dans ces zones-là, dites d'éducation prioritaire, je diviserai par deux le nombre d'élèves par classe en CP et CE1. Mais plus largement, je veux redonner de l'autonomie, donner de l'autonomie à l'école, au collectif des enseignants qui savent que faire, à construire des projets sur le terrain, à permettre de recruter en

Seul le prononcé fait foi.

fonction de l'adhésion à ce projet et pas de règles nationales co-construites parfois de manière un peu obscure. Je rémunérerai mieux ceux qui sont dans les situations les plus difficiles, dans les terrains les plus compliqués. Et ils auront une vraie autonomie pédagogique. Elle sera évaluée, encadrée mais réelle. C'est la clé pour pouvoir, là aussi, réussir. Et de la même façon, je remettrai les deux heures d'enseignement qui ont été retirées, il y a maintenant presque dix ans, à l'école, elles sont indispensables, elles ont été remplacées par d'autres activités, ce sont deux heures de temps scolaire dont nous avons besoin. L'école, l'orientation, c'est la mère des batailles, aussi, dans la ruralité.

Protéger, c'est également cette formation continue que j'évoquais il y a un instant, qui permet, à chaque moment difficile de la vie, de rebondir. Protéger, c'est aussi avoir une santé et un système de santé efficace, partout sur le territoire. Aujourd'hui, nous avons un tiers de nos départements qui n'ont plus de continuité des soins. Un tiers. C'est de l'inégalité, c'est du risque. Et ce sont des coûts, ne nous y trompons pas. Parce que quand il n'y a plus l'égalité, quand il n'y a plus l'accès aux soins premiers, les gens prennent leur voiture, vont beaucoup plus loin, c'est donc dangereux, mais ils vont à l'hôpital et c'est beaucoup plus coûteux.

Et donc, ce que nous ferons, c'est de doubler le nombre de maisons de santé pluridisciplinaires. Cela fait partie du plan d'investissement. C'est indispensable pour réattirer des médecins dans la ruralité. Et ne nous trompons pas, la bonne solution, ce n'est pas de contraindre les professionnels. Je ne crois pas une seule seconde qu'en régionalisant l'examen national classant, en les obligeant à rester dans une région, on arrivera à régler le problème de nos déserts médicaux. C'est faux. Parce que c'est un projet de vie, d'être médecin spécialiste ou généraliste, à la campagne. C'est une volonté de faire. Mais la nouvelle génération veut un autre cadre, elle veut pouvoir travailler avec d'autres professionnels, elle veut pouvoir partager les gardes, elle veut être rassurée, être dans une structure collective. Et donc, c'est ce travail de réorganisation que nous mènerons, qui fait partie du plan d'investissement que nous mènerons avec les collectivités pour réattirer dans la ruralité de manière positive des médecins, des généralistes et des spécialistes, parce que c'est cela dont nos campagnes ont besoin.

En même temps, nous rouvrirons le numerus clausus, c'est indispensable. Mais cela prendra dix ans, donc ça n'empêche pas l'effort sur les maisons de santé. Nous réorganiserons le lien entre le privé et l'hôpital. En réformant en profondeur la gouvernance de l'hôpital, il faut donner plus de place aux médecins et en réformant sa tarification, parce que la tarification à l'activité n'est pas le bon système. C'est un système qui augmente les coûts, qui incite plutôt à multiplier les actes, là où le cœur de la révolution que nous voulons porter en santé, c'est celle de la prévention. Et c'est celle d'une organisation sur le territoire qui permet, justement, de mieux articuler la prévention et le soin, la médecine libérale et la médecine publique. C'est ce décloisonnement dont nous avons besoin.

Protéger, c'est aussi permettre aux plus démunis, et en particulier à celles et ceux qui vivent en situation de handicap, d'avoir leur place dans la société. Et ça, ça n'est pas une question, ça n'est pas une case qu'il faut cocher, ce n'est pas une obligation. C'est une question d'intelligence collective et d'humanité vraie. Parce que quand vous tenez à l'écart de la société, dans un contexte parfois d'ailleurs indécent, des femmes et des hommes qui vivent en situation de handicap, non seulement vous ne faites pas votre part du devoir et de cette humanité qui nous tient, mais en même temps, vous vous

Seul le prononcé fait foi.

privez d'une ressource, vous vous privez d'une ouverture à l'autre, à quelqu'un qui est différent, dont les contraintes ne sont pas les mêmes, dont la vie n'est pas la même, dont le regard n'est pas le même. Allez dans une classe où il y a un enfant handicapé et regardez comment est la classe. Ce n'est pas une classe normale, on est tout de suite moins bête. Au début, certains se moquent... Il y en a toujours pour se moquer. Et après, ils comprennent, ils vivent des émotions communes et leur regard sur eux-mêmes, bien souvent, change. C'est cela, répondre au handicap dans le pays. Alors qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que nous créerons les postes nécessaires, en assistants de vie scolaire, pour permettre aux jeunes enfants en situation de handicap d'aller à l'école, de vivre normalement à l'école.

(public, hors micro)

Allez-y... Je ne vous entends pas... il faut que vous veniez là pour parler à tout le monde sinon je ne vous entends pas.

(public, hors micro)

Vous avez raison, bien souvent, cela, c'est l'Éducation nationale ou le département qui le fait. Pour celles et ceux qui n'ont pas entendu ce que disait Madame - mais je vous ai vue lever la main donc je me suis permis de vous donner la parole -, c'est qu'aujourd'hui, notre problème est double. Nous n'avons pas assez d'assistants de vie scolaire et de tous les professionnels qui accompagnent les jeunes à l'école, donc nous devons créer les places. Mais, en même temps, quand je dis "les créer", c'est les créer vraiment. Parce qu'aujourd'hui, l'autre problème que vit l'ensemble des personnels qui sont dans la situation qui est la vôtre, c'est deux choses: ils sont mal payés et ils sont précarisés. Et cela bien souvent, en étant embauchés par l'Éducation nationale ou les départements. Dans le plan que je propose, qui est un plan concret, nous allons pérenniser ces emplois, les stabiliser parce que c'est ce que demandent les enseignants qui, au quotidien, travaillent avec vous. Ils ont besoin que les assistants de vie scolaire et tous les personnels encadrants restent. Parce que sinon, qu'est-ce qui se passe, on le sait très bien? Au bout de six mois, vous arrêtez - il y en a beaucoup qui sont découragés parce que ce n'est pas assez bien payé ou trop précaire. Et l'enfant handicapé reste dans la classe, il n'a plus d'assistant de vie scolaire. Cela pèse, à ce moment-là, sur l'enseignant, je l'ai vu à plusieurs reprises. Donc, en même temps que les créations de postes, oui, dans le plan que j'annoncerai vendredi prochain, il y a, aussi, la mise au statut et surtout, la rémunération digne de ces professions.

Enfin, protéger en recréant l'égalité des chances, c'est aussi donner les mêmes conditions à chacune et chacun et c'est corriger des inégalités qui existent et que subissent beaucoup des ruraux. C'est pour cela que j'ai annoncé hier ma volonté d'exonérer 80% des Françaises et des Français qui paient la taxe d'habitation. Je vais vous expliquer pourquoi. Je vais vous expliquer comment et je vais vous expliquer les conséquences. Pourquoi s'attaquer à la taxe d'habitation ? Parce que c'est sans doute l'un des impôts les plus injustes. J'en entends beaucoup qui veulent s'attaquer uniquement à l'impôt sur la fortune et tout supprimer, moi, je réforme la partie intéressante pour le financement de l'économie mais j'en garde une partie, qui est juste. Il y en a qui ne veulent s'intéresser qu'au taux supérieur de l'impôt sur le revenu - il est assez juste, l'impôt sur le revenu, il est proportionnel, plus on gagne, plus on en paye. Celui qui n'est pas juste du tout, c'est la taxe d'habitation.

D'abord, la taxe d'habitation, elle ne varie pas selon votre revenu. Les plus pauvres ne la paient pas, mais quelqu'un qui est à un SMIC ou à quatre SMIC paie la même taxe d'habitation s'il habite le même endroit. Donc elle est moins juste. Mais surtout, elle n'est pas juste territorialement. Regardez la carte, aujourd'hui, de la taxe d'habitation. Quand vous habitez Paris ou une métropole, vous en payez peu, très peu. Quand vous habitez une commune rurale, ce que certains appellent la France périphérique, les villes moyennes qui ont perdu beaucoup d'entreprises et d'autres formes d'activité, elles ont besoin d'avoir de la taxe d'habitation pour vivre. Et donc, nos concitoyens paient une taxe d'habitation bien supérieure. Elle doit être quatre ou cinq fois supérieure à Brive - où j'étais il y a quelques heures - ou à Limoges qu'à Paris, j'en suis à peu près sûr. Et je ne parle pas d'autres communes.

La dispersion est immense et donc, c'est une injustice spatiale qui pénalise la ruralité, les ruraux. Comment aller expliquer, derrière, à un salarié, à un cadre, à un entrepreneur, que la ruralité, c'est une chance formidable s'il paie quatre fois ou cinq fois plus de taxe d'habitation que quand il était en ville? Un couple qui est au SMIC avec deux enfants, il ne paie pas l'impôt sur le revenu mais il peut payer, dans certaines zones rurales, une taxe d'habitation qui est parfois l'équivalent d'un mois de salaire, ou pas loin. Donc c'est une vraie injustice. C'est pour cela que j'ai voulu, pour les 80% de Français les plus modestes, j'ai envie de dire, donc une large majorité des Français, pour les classes populaires et les classes moyennes et les classes moyennes supérieures, eh bien les exonérer cet impôt, c'était fondamental.

Allez-y !

(public hors micro)

C'était le point auquel j'arrivais...Vous suivez le film parfaitement. Comment on va le financer ?

On le finance parce qu'on fait des économies. Je fais soixante milliards d'économies, j'ai une croissance qui est raisonnable sur les cinq ans. Je peux et je dois, même, baisser mes déficits, ce que je fais, je respecte les 3% tout au long, mais en même temps, je peux baisser les impôts et je veux baisser les impôts. Quels impôts je vais baisser? Je vais baisser pour les entreprises et les ménages - les allègements de charges que j'évoquais tout à l'heure, je les compense par la CSG, c'est neutre, je vais baisser l'impôt sur les sociétés, pour toutes les entreprises, je le ramènerai à 25% , c'est très important pour les PME, en particulier les TPE qui paient 33 (un tiers). Ça, je peux le faire grâce à mes économies. Et, de l'autre côté, pour les ménages, je fais cette baisse de taxe d'habitation parce que j'ai soixante milliards d'économies. Et donc, je ne touche en rien les autres éléments de fiscalité, je n'augmente pas la fiscalité du patrimoine, je n'augmente pas la fiscalité immobilière, je ne touche pas à la fiscalité sur les successions. Répétez-le partout parce que nous sommes, aujourd'hui, dans une ère dite de post-vérité, vous avez des gens qui sont en train de fourrer dans la tête de tout le monde des fausses idées. Je ne bouge rien à ces impôts.

Par contre, comme j'arrive à être plus efficace, qu'on fait collectivement des baisses, des économies intelligentes, sur l'État comme sur les collectivités locales ou sur le social, on peut baisser raisonnablement. Ça va représenter dix milliards en cinq ans - dix milliards plus dix milliards, c'est un point de PIB, en cinq ans, de baisses d'impôts. On a besoin d'enlever un point d'impôts, sur notre pays, parce qu'on en paye beaucoup plus que les voisins.

Seul le prononcé fait foi.

Donc, je le finance parce qu'on fait des économies et ce sera neutre, pour les communes en particulier. C'est là-dessus que je veux clarifier les choses parce que c'est une exonération, donc je prendrai les mesures techniques pour que l'autonomie fiscale des communes soit préservée à l'euro/l'euro comme aujourd'hui. Donc, il n'y aura aucun impact financier et aucun impact sur l'autonomie fiscale des communes parce que c'est très important, c'est la liberté de choisir et de s'organiser. Mais on fait une mesure juste territorialement, efficace, parce qu'on fait des économies, et respectueuse de l'autonomie des collectivités territoriales parce que ce sera, justement, techniquement traité.

Voilà, mes amis, dans les prochains jours, je reviendrai sur l'agriculture, en Mayenne mardi, au Salon de l'agriculture mercredi.

(public, hors micro)

Je n'ai pas tout dit. J'en ai dit un petit peu, en parlant avec Madame, sur les enfants. Je dirai sur le respect des lois, sur la mobilité avec le projet qui sera le nôtre, l'insertion par le travail...

(François Hollande, depuis qu'il a été élu, m'a sucré 120 euros par mois, pendant cinq ans)

Il vous l'a sucré sur quoi, Madame ?

(Il ne me donne plus l'indemnité handicapé)

C'est bizarre, l'allocation adulte handicapé, elle n'a pas été sucrée de 120 euros par mois... Vous avez peut-être eu d'autres impôts en plus, ça, c'est possible, je ne peux pas l'exclure. Vous êtes peut-être, d'ailleurs, tombée à la taxe d'habitation que vous ne payez pas avant, à cause du barème ...

On en reparlera après, pour parler de votre cas précis. Il faut que quelqu'un vienne vous voir pour vous dire exactement ce sur quoi, durant les cinq dernières années, vous avez été pénalisée. Je reviendrai, dans les prochains jours, sur l'allocation adulte handicapé, sinon, on va passer l'après-midi ensemble. Mais rassurez-vous, au-delà de ce que j'ai dit sur le handicap, il y aura des mesures sur les structures, l'accompagnement au travail et le maintien d'une vie décente. Je vous rassure.

Oui ?

(La TVA ?)

On ne la touchera pas, la TVA, on ne la bouge pas, nous. Elle a été bougée, pendant ce quinquennat, pour financer des mesures de compétitivité, donc la TVA, elle ne sera pas modifiée du quinquennat. Il y a d'autres angoisses ? Allez-y !

(public, hors micro)

On passe sur les sujets de manière toujours trop rapide, dans un meeting, j'y reviendrai, ce sera écrit et mis sur le site, vendredi prochain. Sur la gestion du handicap et des enfants en particulier, puisque vous parlez d'un enfant, la clé, c'est d'abord de tout faire pour qu'il puisse être dans un environnement normal ou le plus normal

Seul le prononcé fait foi.

possible. C'est là qu'on réduit le coût, mais ça suppose d'avoir des assistants de vie scolaire et d'avoir un accompagnement.

Ensuite, si on ne fait pas cela, c'est de permettre d'avoir, au plus près, des équipements à médicalisation légère lorsqu'ils n'ont pas besoin d'un équipement médical lourd. Et nous ne sommes, là-dessus, pas au bon niveau de développement encore, ce qui fait que pour beaucoup de familles, en effet, ce sont des trajets, ce sont des coûts extrêmement importants. Donc, c'est un plan organisé de construction des infrastructures pour les jeunes enfants, en particulier, ou les handicapés lourds qui ne peuvent s'insérer ni à l'école, ni au travail, que nous proposerons. Et j'y reviendrai en détail, mais je suis pleinement conscient de ce que vous dites et de la charge pour les familles, aujourd'hui.

Mes amis, je vois plein de mains qui se lèvent, maintenant. J'en prends trois à la suite.

(Les seniors !)

Les seniors ?

(La retraite !)

La retraite ?

(La jeunesse !)

(Les femmes !)

La jeunesse et les femmes ?

(Vous misez beaucoup sur la CSG mais ...)

Alors, et après, je conclus...

(Les entreprises ?)

Les entreprises ?

Ah, les entreprises, j'en ai beaucoup parlé !

(Les collectivités ?)

Les collectivités, j'en ai parlé - alors attendez, je mets un peu d'ordre. On va faire du participatif organisé. Je vais répondre aux trois questions avant de conclure, mais la prochaine fois, on ne fera que ça, je vois que vous aimez ça donc la prochaine fois, je ne ferai pas de discours, on ne fera que des questions-réponses !

Donc, les collectivités territoriales, je l'ai dit...

(Les dotations ont énormément baissé)

Je les maintiens !

Non, là, vous êtes gonflé !

Là, attendez, les dotations ont baissé pendant cinq ans, je dis "on fait soixante milliards d'économies sur l'ensemble de la sphère publique" - la sphère publique, c'est un tiers État, un tiers social, un tiers collectivités territoriales, je ne serais pas sérieux si je disais que je vais augmenter. Par contre, je mettrai en place un système de bonus malus pour que les collectivités qui investissent, en étant très sérieuses sur le fonctionnement, soient accompagnées. Donc il y en a qui peuvent se retrouver avec un bonus, si elles se comportent bien. Mais moi, je veux surtout leur donner de la stabilité, de la visibilité, c'est de cela qu'elles ont besoin, pour s'organiser pendant cinq ans et pour pouvoir

Seul le prononcé fait foi.

baisser le coût de fonctionnement de manière intelligente, par les libertés que je leur donne.

Ensuite, la CSG, vous avez raison. Qu'est-ce qu'on fait ? Je supprime 3,1 points de cotisations sociales salariales et équivalents pour les fonctionnaires, les artisans, etc. Tout le monde aura cette baisse qui augmente le salaire net. Je le finance - pas sur mes économies, ça me coûterait vingt milliards. Je ne peux pas le financer sur mes économies, parce que je fais la taxe d'habitation. Donc ça, je dois le compenser par un autre impôt. C'est pour ça que j'augmente la CSG de 1,7 point. Comment ça va marcher et quelles conséquences pour qui?

Augmenter la CSG de 1.7 point, comme la base est très large, ça me rapporte autant d'argent que mes 3,1 points de charge, vous me suivez ? Ce qui fait que toutes celles et ceux qui travaillent vont gagner en pouvoir d'achat, parce que le 3,1 points de charge, il est plus coûteux que le 1,7 point de CSG. Tout le monde va gagner en pouvoir d'achat. Grosso modo, pour quelqu'un qui gagne deux SMIC, je crois que c'est, de mémoire, 250 ou 300 euros ou un peu plus par an, en pouvoir d'achat gagné. Donc, c'est surcompensé. Et plus vous travaillez, plus vous allez gagner parce que vos cotisations baissent. Donc, c'est un mécanisme vertueux, qui encourage le travail et qui fait que toutes celles et ceux qui sont au travail gagnent mieux leur vie. Personne ne sera perdant. Je protège les petites retraites, c'est-à-dire exactement les 40% de retraités les plus modestes. Donc, les 40% de retraités, ceux qui sont au minimum vieillesse, mais même au-delà, n'auront pas d'augmentation de la CSG. Par contre, les retraités les plus aisés auront 1,7 point de CSG en plus, comme tout le monde, mais eux, il faut bien reconnaître qu'ils n'auront pas les cotisations sociales salariales en moins parce qu'ils ne travaillent pas.

Donc cette réforme, c'est une réforme où je demande aux retraités les plus aisés, la moitié des retraités les plus aisés, un effort qui n'est pas énorme, qui est d'1,7 point de CSG. Pourquoi? Parce que ces retraités les plus aisés sont aussi ceux qui ont généralement pu davantage constituer un capital que les plus jeunes et, évidemment, que les retraités modestes et qu'ils peuvent m'aider à faire cette transformation. Et pourquoi je fais ça? Parce que c'est plus juste de financer la maladie et le chômage sur l'impôt comme la CSG que sur les cotisations salariales. Donc, j'assume ce transfert. J'assume ce transfert et je vous dis, en transparence, qui paiera. Par contre, je peux vous dire que je ne toucherai pas à leur impôt sur le revenu. Parfois, on leur avait promis, il y a quelques années, des cadeaux puis, à la fin du quinquennat, on leur met un coup sur l'impôt sur le revenu. Moi, je ne toucherai pas, du quinquennat, à l'impôt sur le revenu - et donc, en particulier, pour ces retraités que je mets à contribution. Ils n'auront pas, avec moi, l'augmentation de la TVA. Il y a d'autres projets qui leur proposent d'augmenter la TVA de 2 points. Qu'un retraité regarde le reste à charge, ce que ça lui coûtera en plus: c'est plus que ma CSG d'1,7 point mais c'est plus insidieux.

Et enfin, moi, je ne propose pas de dérembourser des soins. Je propose même de mieux rembourser parce que c'est plus efficace, en faisant pression à la fois sur les mutuelles et les professionnels, pour baisser les coûts. Mais je rembourse mieux les prothèses auditives, le dentaire et l'optique. Ce qui, pour les retraités, y compris les retraités les plus aisés, est un moindre coût, et donc, une amélioration du niveau de vie.

Ce qui me permet de répondre, ce faisant, à la question sur les seniors. Je ne vais pas modifier le système de retraite actuel. Je vous le dis, je le détaillerai en fin de semaine. Je ne vais pas proposer une réforme des retraites qui revient sur le régime des carrières longues, tel qu'il a été corrigé en 2012, il est juste. Je ne vais pas changer

Seul le prononcé fait foi.

l'âge de départ à la retraite, durant le quinquennat. Je ne le modifierai pas. Parce que ce que je veux faire, c'est une réforme beaucoup plus ambitieuse et systémique qui va prendre plus de cinq ans, de plus grande transparence, de justice, de rapprochement de nos systèmes de retraite, j'en parlerai vendredi, c'est plus important que la énième retraite de bricolage !

Et donc, pour les seniors, il y aura tous les éléments d'amélioration du pouvoir d'achat liés à ce qu'on fait pour le soin. Il y aura toute la politique que je propose sur le plan fiscal et il y aura, selon votre niveau de rémunération, ce que je viens de dire, on revalorisera les petites retraites, le minimum...Ça, c'est indispensable parce qu'il ne peut pas être gelé...

(public, hors micro)

Ah pardonnez-moi... Là, c'est le tout dernier, sinon, on va rester ensemble jusqu'à la nuit. Sur l'emploi des seniors, le cœur de la réponse, c'est la transformation du système de chômage et de formation continue que j'évoquais. Qu'est-ce qui fait, aujourd'hui, qu'un senior ne retrouve pas de l'emploi? C'est parfois qu'il n'a pas la qualification qui convient, c'est que le système n'incite pas les entreprises à le reprendre et que les ajustements de qualification ne sont pas faits. Si vous faites cette révolution que je propose, d'avoir un système de chômage universel, avec notre système de formation et de qualification tout au long de la vie, vous êtes aussi reformé à 40, 50, 55 ans. C'est une vraie transformation. Et en même temps, je mets en place un système de bonus malus pour les entreprises, en particulier pour sanctionner celles qui font des contrats courts ou celles qui sortent les seniors ou n'embauchent pas des juniors. Parce qu'il faut responsabiliser les entreprises sur ce plan-là. C'est par un mécanisme d'incitations, qu'on le fait. Mais je ne répondrai pas au problème de l'emploi des seniors en recréant des mécanismes de pré-retraite ou en créant des contraintes administratives, elles ne marchent pas.

Bon, voilà, mes amis, il est temps pour moi de conclure parce que sinon, nous passerions l'après-midi ensemble. Mais je vous promets que ce qu'on va faire, parce que je vois votre appétit pour l'échange, dans les prochaines semaines, nous allons réorganiser un rassemblement...Pardon?

(public, hors micro)

À Limoges ? On va organiser en bon ordre un rassemblement dans un de nos territoires - peut-être à Bergerac ou ailleurs -, et on continuera, on refera ça en duplex avec une cinquantaine d'autres villes, mais cette fois-là, je ne ferai que répondre à des questions.

Je pourrais presque être vexé quant à mon discours, quand j'entends votre enthousiasme sur les questions. Mes amis, plus sérieusement, pour conclure, sur une note ambitieuse et grave...

(Ça va aller !)
Ça va aller !

(Macron, président ! Macron, président !)

Mes amis, dans les jours qui viennent, nous avons un combat à mener, ce que je vous demande, c'est de continuer à questionner, à nourrir des réflexions, des projets, parce
Seul le prononcé fait foi.

que notre projet, on l'a construit ensemble, depuis le début. Le projet que je porte, que je vais détailler vendredi, c'est le vôtre. Eh bien, ce que je vous propose, c'est de continuer à le faire ensemble, de continuer à l'améliorer mais, en même temps, d'aller convaincre, partout sur le territoire, partout dans la ruralité, partout chez vos voisins, vers celles et ceux qui doutent - portez notre message, portez notre projet!

Notre projet, c'est de retrouver l'esprit français ! Notre projet, c'est de ne pas accepter que le monde qui advient soit livré à la peur, à la haine, au repli, au retour en arrière. Le projet que nous portons, c'est l'esprit de conquête optimiste pour la France, pour la ruralité, pour toutes celles et ceux qui veulent faire. Je sais que le quotidien n'est pas facile. Je sais qu'il n'est pas facile aussi dans la ruralité, qu'il n'est pas facile chez les paysans, chez les indépendants, les artisans, les professions libérales mais je sais, en même temps, la volonté profonde de faire, d'aller de l'avant. Notre pays, c'est un pays de conquérants, ce n'est pas un pays de peureux !

Et donc, le projet que nous allons porter ensemble pour le pays, pour la ruralité, c'est ce projet de conquête et d'ambition, ne cédez rien à la peur, aux mensonges, à la haine de l'autre, ne cédez rien aux polémiques du moment. Parce que d'autres jouent, ils jouent avec la peur, ils jouent avec l'état du pays. Voyez ce qui, aujourd'hui, est en train de se faire. Nous sommes à quelques jours d'un choix historique pour la France. Alors que le pays est face à tant de doutes, tant de changements, la question qui sera posée à nos concitoyens, c'est de savoir s'ils sont prêts à choisir un projet de haine et de repli, de renonciation à ce que nous sommes, de choisir un projet de rétablissement de la France contre elle-même, malgré elle-même, de leçons de morale de gens qui n'ont plus à en donner à qui que ce soit, de gens qui ne respectent plus... De décideurs qui, parce qu'ils ne respectent plus ni les médias, ni les juges, c'est-à-dire ni les contre-pouvoirs de la démocratie, ni les autorités indépendantes de la démocratie, sont en train de montrer pour l'une et l'autre, qu'ils ne peuvent plus être le garant de nos institutions.

Alors mes amis, face à ces projets, face à ces attitudes, nous portons l'esprit de conquête français, la volonté de faire et de réussir pour tous nos territoires, pour tous nos concitoyens. Alors battez-vous, allez convaincre et la victoire est devant nous !

Vive la République, vive la France !
Merci ! Merci à vous.

(La Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

facebook.com/EmmanuelMacron/videos/1921204381445472/

Article sur notre site >

en-marche.fr/article/emmanuel-macron-meeting-saint-priest-taurion-une-bataille-pour-la-ruralite